



LA SOUTERRAINE  
ENGAGÉE PAR NATURE

## ARRÊTÉ DU MAIRE PERMIS DE STATIONNEMENT

### LE MAIRE DE LA SOUTERRAINE

- VU** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions et complétée par les lois 82-623 du 22 juillet 1982 et 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.06 relatifs aux pouvoirs de police et de la circulation des Maires ;
- VU** le Code de la Route 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> partie et notamment l'article R411-8 définissant les pouvoirs de police des Maires ;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre1) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 modifié ;
- VU** la demande présentée par Madame TRIOLET Emmanuelle représentant ISO INTER - ZI de Bridal - 19130 OBJAT, à l'effet d'obtenir l'autorisation de stationner un camion (en vue de procéder à l'isolation de combles), 10 rue St Joseph, le mercredi 23 novembre 2022 de 8 h 00 à 18 h 00 et le jeudi 24 novembre de 8 h 00 à 18 h 00.

**CONSIDERANT** que ces travaux ne doivent pas porter atteinte à la sécurité de la voie publique et qu'ils nécessitent la mise en place d'une réglementation de la circulation et du stationnement.

### ARRETE

- Article 1 :** Les travaux décrits dans la demande susvisée sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :
- Article 2 :** Pendant la durée des travaux, le stationnement sera interdit devant le n°10 rue St Joseph (afin de stationner le véhicule contenant la machine de soufflage pour la laine de verre. Le stationnement sera interdit devant le n° 11 afin de faciliter la circulation, la chaussée sera donc rétrécie (cf. plan joint).
- Article 3 :** La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité du demandeur. Ce dernier devra impérativement mettre en place 24 h au préalable un avis d'interdiction de stationner (cf. modèle joint).
- Article 4 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou publication.
- Article 5 :** Toutes les signalisations et pré-signalisations réglementaires seront mises en place par le demandeur et sous sa responsabilité, conformément à la réglementation en vigueur. L'Entreprise veillera également à laisser un accès aux Services de secours sur l'espace occupé par les travaux. L'entreprise devra prendre toutes mesures de sécurité tendant à prévenir tout accident pouvant résulter des travaux.
- Article 6 :** Madame La Lieutenant de la communauté de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de LA SOUTERRAINE, le dix-huit novembre deux mille vingt-deux.

**Destinataires :**

- Monsieur Le Maire de La Souterraine,
- Madame La Lieutenant de la communauté de Brigade de Gendarmerie de La Souterraine,
- Madame TRIOLET Emmanuelle, ISO INTER.

Pour le maire & les  
Adjoint(s) empêché(s)

Et par suppléance

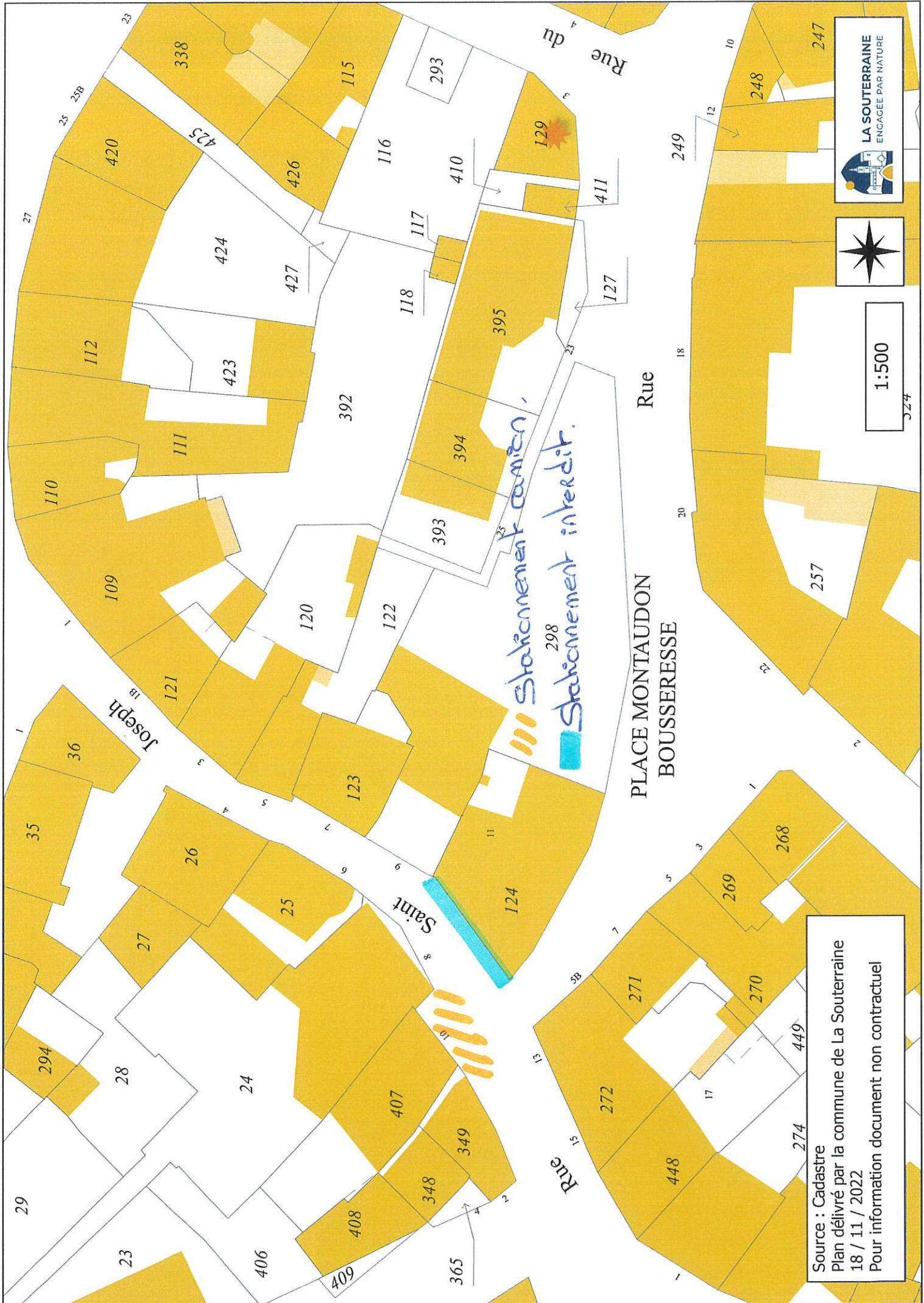
Le...<sup>M</sup>...<sup>me</sup> adjoint



Le Maire,

Etienne LEJEUNE

Patrice Filloux



1:500

Source : Cadastre  
Plan délivré par la commune de La Souterraine  
18 / 11 / 2022  
Pour information document non contractuel

*Stationnement camion*  
*Stationnement interdit*

PLACE MONTAUDON  
BOUSSERESSE

Rue

Rue

Rue du

Rue Saint Joseph

Rue Saint

# VILLE DE LA SOUTERRAINE



**Le**

**De**

**Arrêté municipal n°**